



Lundi 30 janvier 2012

Tout pour le capital, rien pour le travail !

Pas encore candidat, Sarkozy ! Mais décidé à nous annoncer qu'il entend bien mener la guerre aux travailleurs s'il était réélu. Son programme est d'ailleurs taillé sur mesure pour le patronat. Mesure phare de son intervention télévisée, la baisse de ce que les patrons appellent de façon mensongère le « coût du travail », alors que c'est le travail, le nôtre, qui leur rapporte et les enrichit. Il s'agit d'exonérer les patrons d'une partie de leurs cotisations sociales, en fait d'une partie de notre salaire différé. Et attention, pas question de baisser les cotisations des salariés !

Donc nouveau cadeau au patronat et nouvelle ponction sur ce qui nous est dû. Pour financer cette réforme anti-ouvrière, la TVA passera de 19,6% à 21,2%. Prendre aux pauvres pour donner aux riches. Tout un programme ! Les représentants du patronat se frottent d'ailleurs les mains à l'idée de cette nouvelle exonération. Pour PSA, elle permettrait, prétendent-ils, de baisser de 400 euros le prix d'un modèle « made in France » de moyenne gamme et de maintenir les emplois. Cela n'empêche pas dans le même temps PSA de maintenir son annonce de suppressions d'emplois !

Ce ne sont pas les travailleurs mais le patronat qui coûte cher à la société !

Alors trop élevé le « coût du travail » ? Pourtant ce ne sont pas les travailleurs qui coûtent de l'argent. Au contraire, ce sont eux qui produisent toutes les richesses. Depuis la conception dans les bureaux jusqu'au bout de la chaîne de production en passant par l'administration et les transports, ce sont en réalité les travailleurs qui font fonctionner l'économie toute entière.

Sans nous, point de profits pour les patrons. Le salaire qu'on nous reverse en fin de mois, comme le salaire différé des cotisations patronales, n'est en fait qu'une infime partie de toute la richesse que nous produisons collectivement. Alors, parlons clair : « baisser le coût du travail », c'est tout simplement aggraver l'exploitation et l'injustice sociale.

La rigueur version Hollande

De son côté, François Hollande est entré officiellement en campagne. Mais il a prévenu : s'il est élu, les deux premières années de son quinquennat seront « dures ». Les questions sociales ne seront abordées que dans un deuxième temps... seulement si la croissance le permet. Une façon détournée d'annoncer qu'il s'apprête, tout comme Sarkozy, à faire payer la crise aux travailleurs.

Le seul point sur lequel il a été clair lors de son intervention télévisée où il présentait son programme, c'est qu'il ne compte pas défaire tout ce que la droite a fait ! Pas question de revenir aux 37,5 annuités pour tous. Tout juste est-il question d'un départ à la retraite à 60 pour les travailleurs ayant commencé avant 18 ans. Pas question non plus de régulariser tous les sans-papiers, seulement au cas par cas. Les 60 000 postes à créer dans l'Education nationale ? Ils seront pris sur les effectifs déjà laminés des autres services publics. Interdire les licenciements ? N'y pensez même pas !

Ne rien attendre du prochain président, mais tout de la coordination de nos luttes

Face à l'offensive concertée du patronat et du gouvernement, les travailleurs n'ont pas à faire de choix entre leur vrai ennemi de droite et leur faux ami socialiste. D'ailleurs nombreux sont ceux qui n'attendent rien de ces élections et se battent déjà contre leurs licenciements : les ouvrières de Lejaby, les salariés de SeaFrance, les ouvriers de PSA et bien d'autres, sans oublier les enseignants et autres salariés de la fonction publique. La liste est longue.

Il n'y a pourtant aucune fatalité à ce que chacun se batte isolément, le dos au mur, pour finalement être mis à la porte. Tous ces travailleurs ont les moyens, en unifiant leurs luttes, en s'adressant aux autres entreprises menacées de licenciements, de faire basculer dans le camp des grévistes les hésitants, les isolés, pour enfin, tous ensemble, faire reculer patronat et gouvernement et imposer l'interdiction des licenciements.

Pour 5% en plus, 95% d'embêtements

Vendredi dernier, la direction nous a mis au chômage, sauf dans certains secteurs et services.

Outre que les ouvriers de ces secteurs et services se sont déplacés pour une maigre paie, certains qui habitaient loin ont été obligés de prendre les transports en commun ou leur véhicule, ce qui a entraîné des frais supplémentaires. Alors, le minimum serait que la direction paie tous les frais engagés par les ouvriers ou encore mieux que l'on ne vienne pas à l'usine du tout.

PSA voudrait entuber la sécu

Il y a 3 semaines, un cariste du montage, le dos bloqué, a été simplement raccompagné à son domicile par la navette de l'infirmerie, alors qu'on aurait dû l'emmener à l'hôpital Ballanger.

Il faut dire que la direction du montage a recommandé aux chefs (RU) d'attendre l'autorisation des infirmiers ou du médecin pour remettre le formulaire « triptyque » aux ouvriers victimes d'un accident du travail. Une pratique totalement illégale par rapport au code du travail, mais ce filtrage permet de faire des économies en ne payant pas la sécu. PSA se moque bien de la santé des ouvriers, qui rencontrent aussi des difficultés pour obtenir la déclaration d'AT et donc pour se faire soigner.

La voix de son maître

Le représentant de FO de Poissy, dans une interview aux *Echos* du 27 janvier, a osé déclarer que « *le problème d'Aulnay, c'est que l'usine est noyauté par l'extrême gauche et qu'elle traverse régulièrement des conflits sociaux* ».

Si PSA veut fermer l'usine d'Aulnay, si PSA a fermé l'usine de Melun, si PSA supprime des centaines de postes, si PSA délocalise Aulnay à Poissy, si PSA crée des usines en Chine, c'est la faute à l'extrême gauche!

Costaud l'extrême gauche !

C'est, dit ce monsieur de FO, à cause des grèves et certainement pas pour faire des profits.

On croit rêver.

Péage en or

Les péages d'autoroute vont augmenter de 2,5%. Depuis leur privatisation, il y a 5 ans, les exploitants ont fait 5 milliards de profits (216 pour Vinci, 1,7 pour Eiffage et 8,5 millions pour Alberti). Le racket avec bénédiction de l'Etat, ça rapporte.

Sénégal : les jeunes veulent « dégager Wade »

La décision du Conseil constitutionnel de valider la candidature d'Abdoulaye Wade pour un 3^{ème} mandat au

mépris de la Constitution tout en rejetant celle du chanteur Youssou Ndour, son principal opposant, a provoqué de violentes manifestations de jeunes vendredi 27 janvier à Dakar et dans d'autres villes. Déjà en juin dernier, le mécontentement de la population s'était traduit par des manifestations et des émeutes. Les gens sont excédés par les incessantes coupures d'électricité, la hausse du prix de l'essence, du gaz et du riz et les jeunes n'en peuvent plus du chômage et de la misère, tandis que Wade s'accroche au pouvoir et ne pense qu'à s'enrichir. Mais il n'y a pas que dans les pays arabes que la révolution fermente !

Patrons voyous

Le groupe de raffinage suisse Petroplus a annoncé la fermeture du site qui emploie 550 salariés, près de Rouen. Mais peu avant de se déclarer en faillite, Petroplus-France a pris soin de vider son compte de 122 millions d'euros et 59 millions de dollars.

De nombreuses entreprises menacent de fermer ou licencient du personnel. Pas moins de 25 000 emplois risqueraient d'être supprimés actuellement. Il faut exiger la levée du secret bancaire et le contrôle par les travailleurs des comptes des entreprises ainsi que ceux de leurs dirigeants et actionnaires.

Ami - ami

La semaine dernière, Nicolas Sarkozy a accueilli en grande pompe son nouvel ami Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire. Alors que le président français déclarait, main sur le cœur, que la France n'a aucune volonté de s'ingérer dans les affaires de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, de son côté, a remercié l'armée française pour son intervention, qui lui a permis d'accéder au pouvoir. Le président de Côte d'Ivoire a également rencontré le MEDEF. Il faut dire que les patrons français, les Bolloré ou Bouygues, ont toujours été chez eux en Côte d'Ivoire. Il n'est pas encore vraiment fini le temps des colonies.

Proposition indécente

À Pôle Emploi, on a une drôle de conception du métier d'éducatrice spécialisée. Le *Canard Enchaîné* rapportait la semaine dernière comment l'une d'entre elles, âgée de 53 ans et au chômage, a reçu une offre d'emploi... de strip-teaseuse. Et après, il se trouvera encore de bonnes âmes pour s'étonner que des chômeurs refusent le travail qui s'offre à eux...

Les bienfaits de la concurrence

En 2011, le prix de l'électricité a augmenté de presque 10 %. Et il devrait encore grimper de 30 % d'ici 2016. C'est, entre autres, l'effet d'une loi visant à instaurer entre EDF et ses concurrents une saine compétition qui ferait baisser les prix... au siècle prochain ?